

FAUT-IL DECONSEILLER L'EAU DU ROBINET EN CAS DE CANCER ?

Mise au point

L'Académie nationale de médecine, l'Académie nationale de pharmacie et l'Académie de l'eau considèrent que les récentes recommandations de consommation sur l'eau potable adressées aux personnes atteintes de cancer constituent à la fois un déni de la science, un mépris de la médecine et une atteinte au respect des patients.

Les risques potentiels de l'eau potable dans la survenue éventuelle de cancers et l'aggravation de l'état des personnes atteintes de cancer ne reposent que sur des hypothèses, dont l'accumulation ne suffit pas à faire une vérité scientifique. Mais ces assertions pourraient inquiéter inutilement des patients déjà fragiles.

En considérant que tout dépassement même transitoire des normes implique une inacceptable dangerosité, ce document vise à accréditer l'idée que l'eau du robinet pourrait être dangereuse pour les personnes atteintes de cancer, voire pour les enfants ou toute autre personne « fragile ». Dans le même esprit, devrait-on conseiller à ces personnes de ne pas sortir de chez elles (attention à la pollution urbaine !), de ne pas y rester trop longtemps (attention à la qualité de l'air intérieur !), de n'utiliser ni portable (en attendant Interphone..), ni cosmétique, ni parfum, ni bouteille en plastique, de ne pas manger de charcuterie (nitrates), etc ?

Oui, les ressources en eau sont exposées à diverses contaminations et il faut tout faire pour améliorer cet état, mais les pays développés, et en particulier la France, se sont dotés d'un cadre très rigoureux, fondé sur des normes européennes, des contrôles réguliers, des agences sanitaires et des filières de traitement parmi les plus performantes du monde pour faire de l'eau du robinet un des composants les plus surveillés, les plus sains et les plus sûrs de notre alimentation. Faire croire aux citoyens qu'ils boivent une eau de piètre qualité et passer sous silence les analyses de risque conduites par les agences sanitaires internationales relève de l'imposture.

Oui, des dépassements de normes peuvent avoir lieu et il faut tout faire pour en limiter la fréquence, mais les normes ne sont pas des seuils de dangerosité et les experts toxicologues du monde entier les ont établies de manière que ces dépassements temporaires soient encore loin des valeurs à risque. Les comités d'experts nationaux, européens, américains, japonais et l'OMS sont unanimes sur ce point.

Aucune étude ne démontre que l'eau du robinet présente un risque pour les malades atteints de cancer. Cette focalisation sur l'eau est d'ailleurs suspecte, tant sont faibles ses apports de substances hypothétiquement nuisibles par rapport à d'autres sources de polluants, qu'il s'agisse de pesticides, de nitrates ou de perturbateurs endocriniens.

Dans ces conditions, préconiser l'eau en bouteille et les carafes munies de filtres exigerait au minimum de garantir l'absence de micropolluants dans les bouteilles et d'être sûr que les carafes en plastique ne sont pas source de relargage de molécules indésirables. Il faut également rappeler le risque de contamination par des agents infectieux des eaux embouteillées ou filtrées conservées plusieurs heures et donc le risque d'infection chez des personnes immunodéprimées, en particulier celles recevant un traitement anti-cancéreux

L'Académie nationale de médecine, l'Académie nationale de pharmacie et l'Académie de l'eau rappellent encore une fois que la Santé Publique n'est ni de la publicité ni du marketing, et qu'il ne peut y avoir de Santé Publique que fondée sur les faits. Inquiéter l'opinion dans un tel contexte relève de l'imposture mais en aucun cas d'une démarche scientifique.

Elles réaffirment que boire l'eau du robinet, ce n'est pas boire l'eau des rivières et que les cancéreux ne sauraient être instrumentalisés de la sorte.

Elles déplorent que, sous prétexte de créer un faux débat sans objet entre l'eau potable et les eaux en bouteille, l'attention soit déviée des vraies questions sanitaires et que la poursuite des études sérieuses d'analyse des risques auxquels nous sommes exposés, par des laboratoires scientifiques indépendants soit menacée. L'évaluation des risques sanitaires face aux expositions multiples à faibles doses est un enjeu majeur qui nécessite au contraire la plus grande rigueur et le soutien de tous les acteurs responsables.

Elles alertent sur ce nouvel exemple de déstabilisation de l'opinion qui consiste à évincer les scientifiques pour obtenir que, sous la pression d'une opinion manipulée, des mesures de précaution soient prises sans la moindre évaluation de leur impact et en galvaudant des questions sanitaires majeures comme l'eau et le cancer.

Enfin, elles rappellent qu'une grande partie des populations du globe ne dispose pas d'eau potable et qu'il est d'autant plus choquant que ceux qui y ont libre accès fassent suspecter la qualité et la sécurité de ce bien commun, surtout pour les personnes les plus fragiles.

